



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX**

---











**Mise en production d'un système de mobilité DECT  
et de Protection du Travailleur Isolé au sein des  
Hôpitaux Paris Est Val-de-Marne**

---

N° du CCAP : 2025-32

**Hôpitaux Paris Est Val-de-Marne**  
12-14 rue du Val d'Osne  
94410 SAINT-MAURICE  
Tél : 01 43 96 68 46

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Mise en production d'un système de mobilité DECT et de Protection du Travailleur Isolé au sein des Hôpitaux Paris Est Val-de-Marne
	<b>Type de contrat</b>	Accord cadre composite
	<b>Tranches optionnelles</b>	Avec tranches optionnelles
	<b>Clause sociale</b>	Avec
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	42 mois
	<b>Reconduction</b>	Sans
	<b>Prix</b>	Prix global forfaitaire et unitaire
	<b>Variation des prix</b>	Sans
	<b>Avance</b>	Sans

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	5
1.1 - Objet du contrat .....	5
1.2 - Décomposition du contrat .....	5
2 - Pièces contractuelles.....	6
3 - Intervenants.....	6
3.1 - Conduite d'opération .....	6
3.2 - Coordination du chantier .....	6
3.3 - Contrôle technique .....	6
4 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	6
5 - Protection des données à caractère personnel .....	7
6 - Durée et délais d'exécution .....	8
6.1 - Délai global d'exécution des travaux.....	8
6.2 - Durée du contrat .....	8
6.3 - Délais d'exécution des tranches.....	8
7 - Prix .....	8
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	8
7.2 - Modalités de variation des prix.....	8
7.2.1 – Actualisation des prix.....	8
7.2.2 – Révision des prix .....	9
7.3 - Dispositions spécifiques aux tranches .....	9
7.4 - Clause de sauvegarde .....	9
7.5 - Clause butoir.....	9
8 - Garanties Financières .....	9
9 - Avance .....	10
10 - Modalités de règlement des comptes .....	10
10.1 - Décomptes et acomptes mensuels .....	10
10.2 - Présentation des demandes de paiement.....	11
10.3 - Délai global de paiement.....	11
10.4 - Paiement des cotraitants.....	11
10.5 - Paiement des sous-traitants.....	12
11 - Conditions d'exécution des travaux .....	12
11.1 - Caractéristiques des matériaux et produits .....	12
11.2 - Implantation des ouvrages .....	12
11.3 - Préparation et coordination des travaux .....	12
11.3.1 - Période de préparation .....	12
11.3.2 - Registre de chantier .....	12
11.4 - Etudes d'exécution.....	12
11.5 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier.....	12
11.5.1 - Gestion des déchets de chantier .....	12
11.5.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux .....	13
12 - Développement durable .....	13
13 – Réception.....	13
14 – Nettoyage et protection de fin de chantier .....	13
15 - Garantie des travaux et prestations.....	14
16 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	14
17 - Pénalités.....	14
17.1 - Pénalités de retard .....	14
17.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	14
17.3 - Pénalités pour retard dans la transmission de l'attestation d'assurance .....	14

17.4 - Autres pénalités spécifiques .....	14
18 - Assurances.....	15
19 - Résiliation du contrat .....	15
19.1 - Conditions de résiliation .....	15
19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	15
20 – Clause de réexamen.....	16
21 – Continuité des travaux .....	16
22 – Stipulations relatives à l’application des conditions générales de vente du titulaire...	16
23 - Utilisation du nom et logo des Hôpitaux Paris-Est Val-de-Marne .....	16
24 - Règlement des litiges et langues.....	17
25 - Dérogations .....	17

## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent :  
La mise en production d'un système de mobilité DECT et de Protection du Travailleur Isolé au sein des Hôpitaux Paris Est Val-de-Marne.

Les caractéristiques principales sont les suivantes : Il s'agit de la mise en production d'un système de mobilité DECT et de Protection du Travailleur Isolé au sein des Hôpitaux Paris Est Val-de-Marne.

Lieu(x) d'exécution :

Site Saint Maurice, 12-14 rue du Val d'Osne 94410 Saint-Maurice

- Esquirol : psychiatrie
- L'Hôpital ex-national : Maternité et MCO.

Site Les Murets : 17 rue du Général Leclerc, 94510 La Queue en Brie

### 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Les prestations sont réparties en 4 tranches :

Tranche	Prestations	Type
<b>Tranche ferme</b>	<b>Etablissement de Saint-Maurice :</b> Esquirol : - Bâtiment D - Bâtiment Accueil 12 rue Val d'Osne <b>Etablissements Les Murets :</b> - Bâtiment Manet et Corot - Bâtiment de l'accueil information - Bâtiment de l'accueil surveillant de nuit	Marché ordinaire + accord-cadre à bon de commande
<b>Tranche optionnelle 1</b>	<b>Etablissement de Saint-Maurice :</b> Esquirol : - Bâtiment A - Bâtiment Accueil 57 rue du Maréchal Leclerc - Bâtiment Parc et jardins <b>Etablissement Les Murets :</b> - Unité Logos - Unité Héloïse - Bâtiment restauration	Marché ordinaire + accord-cadre à bon de commande
<b>Tranche optionnelle 2</b>	<b>Etablissement de Saint-Maurice :</b> Esquirol : - Bâtiment C, dont C1 <b>Etablissement Les Murets :</b> - Couverture DECT extérieure de tout le site - Bâtiment Paracelse - Bâtiment Espace socio-culturel Utopia - Bâtiment Marie CAZIN	Marché ordinaire + accord-cadre à bon de commande

<b>Tranche optionnelle 3</b>	<b>Etablissement de Saint-Maurice :</b> Nationale : - Bâtiment Maternité Esquirol : - Bâtiment B - Couverture DECT extérieure de la partie Esquirol <b>Etablissement Les Murets :</b> - Salle polyvalente Verlaine - Salle des fêtes Rimbaud - Bâtiment internat 4 logements - Crèche	Marché ordinaire + accord-cadre à bon de commande
------------------------------	---	--

La prestation objet des tranches ferme et optionnelles ne sera exécutée qu'au fur de l'émission d'ordres de services et/ou de bons de commande.

Dans l'hypothèse où les tranches optionnelles ne seraient pas exécutées dans leur totalité à la fin du marché, aucune indemnité (débit) ne sera versée au titulaire du marché.

## 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- Bordereau de Prix Unitaires (BPU)
- Mémoire opératoire
  - Mise en œuvre pour la réalisation des travaux
  - Planning d'exécution des travaux
- Mémoire technique
  - Equipe mobilisée pour la réalisation des travaux (titres d'étude, compétences, répartition des tâches, CV, etc.)
  - Qualité des matériaux et fournitures proposées pour la réalisation des travaux
  - Mesures prévues pour l'hygiène et la sécurité
  - Démarche globale de l'entreprise en termes de développement durable (ex : actions menées par le candidat dans le cadre de l'insertion professionnelle et/ou de l'environnement)

Les conditions générales de vente du titulaire ne sont pas applicables au marché.

## 3 - Intervenants

### 3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

### 3.2 - Coordination du chantier

L'AMO organisera un rendez-vous de chantier hebdomadaire.

### 3.3 - Contrôle technique

Il ne s'agit pas de contrôle technique.

## 4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Le Titulaire est ainsi tenu de respecter la confidentialité et d'assurer la sécurité des données à caractère personnel dont l'Etablissement a la charge.

Par ailleurs, Le Titulaire et l'Etablissement qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du Titulaire ou de l'Etablissement, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à eux pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses personnels, partenaires, sous-traitants qui pourraient intervenir.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché ou dont la transmission est imposée par la réglementation en vigueur.

Par ailleurs, chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci vis-à-vis de l'Etablissement mais également des personnes physiques dont les données font l'objet du traitement mis en œuvre dans le cadre du présent marché.

## 5 - Protection des données à caractère personnel

Les informations recueillies dans le cadre du présent marché font l'objet de traitements informatiques au sens de la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 et du Règlement Général sur la Protection des Données n°2016/679 du 27 avril 2016.

Ces informations peuvent contenir les données à caractère personnelles et notamment : les noms, prénoms, qualité ou fonction et coordonnées professionnelles des représentants des candidats (adresse, numéro de téléphone, numéro de télécopie, adresse de courrier électronique)

Ces données à caractère personnel sont collectées en vue de la bonne exécution du marché et seront conservées pendant toute sa durée et en archivage pendant une durée de cinq ans suivant sa fin.

Les destinataires des données à caractère personnel sont les personnes chargées de suivre l'exécution de la présente procédure.

En aucun cas, ces données à caractère personnel ne seront transmises à des tiers.

Conformément à la réglementation en vigueur, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent à tout moment :

- d'un droit d'accès à ses données à caractère personnel ;
- d'un droit de rectification de ses données en les mettant à jour ou en les faisant rectifier ;
- d'un droit à la limitation du traitement en sollicitant sa suspension ;
- d'un droit d'opposition au traitement de ses données à caractère personnel ;
- d'un droit à l'effacement en sollicitant la suppression des données à caractère personnel les concernant ;
- d'un droit à la portabilité en récupérant ses données à caractère personnel afin d'en disposer.

Elles peuvent exercer ces droits à tout moment en adressant un courriel à :

Madame Emeline DA GRACA  
Déléguée à la protection des données  
Emeline.dagraca@ght94n.fr

## 6 - Durée et délais d'exécution

### 6.1 - Délai global d'exécution des travaux

La date prévisionnelle de début selon l'ordre de service, après la notification du marché.

### 6.2 - Durée du contrat

L'exécution des travaux débute, pour la tranche ferme et les tranches optionnelles, à compter de la date de notification du contrat, conformément à l'ordre de service.

L'accord-cadre composite est conclu pour une durée de 42 mois à compter de la date de la notification du marché.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

### 6.3 - Délais d'exécution des tranches

Le délai pour la tranche ferme et les tranches optionnelles sera précisé dans l'ordre de service ou le bon de commande.

## 7 - Prix

### 7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire et unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement. La DPGF fixe tous les prix forfaitaires, tandis que le BPU fixe tous les prix unitaires.

### 7.2 - Modalités de variation des prix

#### 7.2.1 – Actualisation des prix

Les prix de la DPGF et le BPU sont fermes actualisables par application de formules représentatives de l'évolution du coût des prestations. En effet, conformément à l'article R2112-11, les prix seront actualisés si un délai supérieur à 120 jours s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations, mentionné au sein de l'ordre de service prescrivant le commencement de l'exécution des prestations.

La formule applicable est définie comme suit :

$$P = P^{\circ} \times (0.4 + 0.35 \times \frac{FM0ABE0000}{FM0ABE0000^{\circ}} + 0.25 \times \frac{BT50}{BT50^{\circ}})$$

Avec :

- P : prix actualisé après application de la formule.
- P° : prix initial du marché (prix de base).
- 0.4 : coefficient fixe représentant la part non révisable du prix (ex. : frais généraux, marge bénéficiaire).
- 0.35 : coefficients représentant la pondération des coût d'équipements.
- 0.25 : coefficients représentant la pondération des coûts de main-d'œuvre.
- FM0ABE0000 : prix de production de l'industrie française pour le marché français - Produits électroniques et optiques.
- FM0ABE0000 ° : prix de production de l'industrie française pour le marché français - Produits électroniques et optiques en mai 2025.
- BT50 : Valeur de la main-d'œuvre dans le secteur du bâtiment et des travaux publics.
- BT50° : Valeur de la main-d'œuvre dans le secteur du bâtiment et des travaux publics en mai 2025.



### 7.2.2 – Révision des prix

Les prix sont révisables par application de la formule suivante, un mois avant la date anniversaire du présent marché.

La révision des prix repose en intégrant plusieurs indices représentatifs des coûts liés à la prestation. La formule applicable est définie comme suit :

$$P = P^{\circ} \times (0.3 + 0.3 \times \frac{FM0ABE0000}{FM0ABE0000^{\circ}} + 0.4 \times \frac{BT50}{BT50^{\circ}})$$

Avec :

- P : prix révisé après application de la formule.
- P°: prix initial du marché (prix de base).
- 0.3 : coefficient fixe représentant la part non révisable du prix (ex. : frais généraux, marge bénéficiaire).
- 0.3: coefficients représentant la pondération des coûts d'équipements.
- 0.4: coefficients représentant la pondération des coûts de main-d'œuvre.
- FM0ABE0000 : prix de production de l'industrie française pour le marché français - Produits électroniques et optiques.
- FM0ABE0000 ° : prix de production de l'industrie française pour le marché français - Produits électroniques et optiques en mai 2025.
- BT50 : Valeur de la main-d'œuvre dans le secteur du bâtiment et des travaux publics.
- BT50° : Valeur de la main-d'œuvre dans le secteur du bâtiment et des travaux publics en mai 2025.

### 7.3 - Dispositions spécifiques aux tranches

Les prix sont établis sans rabais ni indemnité de dédit.

### 7.4 - Clause de sauvegarde

L'établissement se réserve le droit de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée du marché à la date du changement de tarif, lorsque ce changement conduit à une augmentation supérieure à 5 % l'an.

### 7.5 - Clause butoir

NC

## 8 - Garanties Financières

En application de l'article R2191-33 du Code de la commande publique, il est appliqué sur les sommes dues à titre d'acompte, une retenue de 5% destinée à garantir le pouvoir adjudicateur du paiement des sommes dont ce dernier peut être créancier à un titre quelconque, dans le cadre du marché.

L'entrepreneur a la possibilité, pendant toute la durée du marché, y compris la période de Garantie de Parfait Achèvement, de lui substituer une caution personnelle et solidaire. Toutefois, quel que soit le moment où elle est constituée, cette caution personnelle et solidaire est alors de 5% du montant total du marché augmenté, le cas échéant, des avenants notifiés. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés à l'entrepreneur après constitution de la garantie de substitution.

En cas d'avenant augmentant la masse des travaux, il ne peut être payé les acomptes dépassant la masse initiale, tant que le titulaire qui a fourni une caution personnelle et solidaire sur le marché initial, n'a pas communiqué au représentant du pouvoir adjudicateur un document équivalent concernant l'avenant.

La retenue de garantie est remboursée, et les établissements ayant accordé leur caution personnelle et solidaire sont libérés, si l'administration contractante n'a pas, avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, éventuellement prolongé par décision du représentant du pouvoir adjudicateur, notifié par lettre recommandée au contractant ou à l'établissement selon le cas, que le marché n'a pas été correctement exécuté et que le délai de garantie de parfait achèvement est prolongé conformément à

l'article 44-2 du CCAG travaux. Une copie de la lettre peut être adressée à l'établissement ayant accordée la caution personnelle et solidaire.

En l'absence de cette notification, le remboursement de la retenue de garantie intervient dans le mois qui suit l'expiration du délai de garantie.

Dans le cas où cette notification aurait été effectuée, il ne peut être mis fin à l'engagement de l'établissement que par mainlevée délivrée par l'administration contractante.

## 9 - Avance

L'avance peut être accordée au titre du marché selon l'article R2191-3 du Code de la commande publique, à toute entreprise qui en fait la demande.

Celle-ci peut être accordée si le marché public ou de la tranche affermée est supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée supérieure à 2 mois.

Le versement de l'avance est soumis :

1. À la déclaration du montant des travaux réalisés en propre (hors montant sous-traité déclaré au DC4 joint à l'acte d'engagement)
2. À la constitution d'une caution personnelle et solidaire pour le montant TTC de cette avance en application de l'article 2191-7 du Code de la commande publique.

Cette avance n'est due que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions ci-avant à :

- 10% du montant initial TTC du marché si la durée des travaux est inférieure à 12 mois,
- 10% de 12 fois le montant initial TTC du marché divisé par sa durée exprimée en mois si supérieur à 12 mois,

Par dérogation à l'article 11-4 du CCAG – travaux, ce montant n'est pas soumis à variation de prix.

Par dérogation à l'article 13-2-1 du CCAG – travaux, l'avance n'est pas calculée par l'entrepreneur dans les décomptes mensuels qu'il calcule. Le paiement de l'avance intervient, sous réserves des dispositions décrites ci-avant, dans le délai global de paiement de 50 jours, dont le point de départ est la signature de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation.

Le remboursement de l'avance sera fait lors de la présentation de la situation constatant que le pourcentage d'avancement des prestations atteint 80% de la totalité du marché.

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acomptes ou de solde.

## 10 - Modalités de règlement des comptes

### 10.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux.

Il est rappelé au titulaire que les règlements du marché ne font pas l'objet de factures, mais de situations de travaux et de décomptes mensuels faisant apparaître les sommes, hors variations économiques des prix et hors TVA, dues en cumul depuis le début de l'exécution du marché. La réception d'une facture en tant que demande de paiement entraîne un rejet de cette demande, avec annulation du délai global de paiement.

Conformément à l'article 12-1.6 du C.C.A.G.- Travaux, le maître d'ouvrage ou son représentant peut fixer le modèle de projet de décompte mensuel et des pièces qui l'accompagnent.

Ils sont accompagnés des pièces annexes selon article 12.1.7. du C.C.A.G.- Travaux.

En outre, dans le cas d'un acompte, le montant figurant au titre de l'avancement d'un corps d'état dans le décompte mensuel ne peut excéder la somme des deux éléments suivants :

- Le montant à payer en propre au titulaire, sur ce corps d'état pour l'ensemble du marché ;
- Le total des paiements directs appelés pour les sous-traitants sur ce même corps d'état.

Dans le cas contraire, le conducteur d'opération peut opérer la suspension du délai de paiement tant que le titulaire n'aura pas harmonisé l'avancement du corps d'état et le paiement direct au sous-traitant.

Enfin, le titulaire veille à proposer le paiement direct des sous-traitants selon un rythme correspondant à l'avancement du corps d'état dans lequel il intervient. En particulier, un sous-traitant dont les prestations ne soulèvent aucune réserve ne peut faire l'objet, au-delà du paiement du dernier acompte, de la conservation d'une somme significative, sans justification du titulaire. En cas de discordance, le représentant du pouvoir adjudicateur peut surprendre le délai ou rejeter le paiement.

## **10.2 - Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 20002709200010
- Code service : DT

Les factures doivent être adressées obligatoirement de manière électronique via le portail Chorus, après réalisation des prestations et admission de celles-ci, à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>. L'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

La facturation sera mensuelle (du 1<sup>er</sup> au dernier jour du mois). Le mois de la mise en place ainsi que la dernière période du marché sera facturée au prorata temporise.

Exemple : mise en place de XXX le 19/10/2024

La facturation se fera de la manière suivante :

- du 19/10/2024 au 30/10/2024, puis par mois entier.

## **10.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## **10.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

## **10.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## **11 - Conditions d'exécution des travaux**

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

### Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-Travaux.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

## **11.1 - Caractéristiques des matériaux et produits**

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

## **11.2 - Implantation des ouvrages**

L'entreprise lauréate devra un piquetage préalable avant tout travaux.

## **11.3 - Préparation et coordination des travaux**

### **11.3.1 - Période de préparation**

Il est prévu 1 mois de préparation de chantier dans la tranche de ferme.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa de l'assistant maître d'ouvrage 1 mois au plus tard après la notification du marché.

### **11.3.2 - Registre de chantier**

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par l'assistant maître d'ouvrage.

## **11.4 - Etudes d'exécution**

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa de l'assistant maître d'ouvrage. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

## **11.5 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier**

### **11.5.1 - Gestion des déchets de chantier**

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

Le titulaire du marché est tenu de respecter plusieurs obligations concernant la collecte, le tri et l'élimination des déchets issus de ses prestations. Dans le cas des équipements DECT et PTI, ces obligations concernent :

- La collecte et le recyclage des équipements en fin de vie : Le prestataire doit organiser la récupération des terminaux obsolètes, des bases DECT, des chargeurs et des batteries, en veillant à leur transfert vers des centres de traitement agréés. Il doit s'assurer que les équipements sont recyclés ou valorisés conformément aux exigences des filières DEEE.
- L'élimination des batteries usagées: Les batteries lithium-ion ou nickel-métal-hydrure doivent être traitées selon les règles fixées par la directive 2006/66/CE et le décret n°2009-1139. Elles ne peuvent pas être jetées avec les déchets classiques et doivent être collectées séparément.

### **11.5.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

## **12 - Développement durable**

Les conditions d'exécution des travaux comportent les engagements pris et les actions menées en faveur de l'environnement, le recyclage et la gestion des déchets qui prennent en compte les objectifs de développement durable.

La présentation devra également comporter les actions réalisées en lien avec l'optimisation du transport (maîtrise des émissions de CO<sup>2</sup>).

## **13 – Réception**

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux du marché dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et l'assistant maître d'ouvrage de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; l'assistant maître d'ouvrage aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

## **14 – Nettoyage et protection de fin de chantier**

L'entrepreneur devra nettoyer ses ouvrages au fur et à mesure de leur achèvement y compris le nettoyage de fin de chantier.

Il doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux.

Il a la charge de l'évacuation de ses propres déchets jusqu'aux lieux de stockage fixés par l'assistant maître d'ouvrage.

La dépose des protections en fin de chantier est à prévoir par le titulaire lors de son nettoyage final.

Les lieux mis à la disposition par le maître de l'ouvrage pour les installations de chantier doivent être remis en état avant l'expiration du délai global d'exécution de l'ensemble de l'opération.

Par ailleurs, la remise en état éventuelle des ouvrages endommagés ou dégradés sera à la charge du titulaire responsable.

## 15 - Garantie des travaux et prestations

La garantie de parfait achèvement (article R. 217-6 du Code de la commande publique) impose au titulaire du marché de corriger, à ses frais, toute malfaçon signalée dans l'année suivant la réception des travaux. En complément, la garantie de bon fonctionnement (article R. 217-7) couvre les équipements pour une durée minimale de deux ans, garantissant leur performance et leur conformité aux spécifications contractuelles.

## 16 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## 17 - Pénalités

### 17.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,0/3000, conformément aux stipulations de l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire est exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 € pour l'ensemble du marché, conformément aux stipulations de l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux.

Conformément aux stipulations de l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,0 % du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

Les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet dans un délai de 15 jours, conformément à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux.

### 17.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### 17.3 - Pénalités pour retard dans la transmission de l'attestation d'assurance

Par- dérogation à l'article 19 du CCAG travaux et de l'article 14 du CCAG TIC, en cas de retard dans la transmission de l'attestation d'assurance, tel que prévu à l'article 10 du présent CCAP, l'acheteur public pourra appliquer une pénalité de retard égale à 100,00 € par jour ouvré de retard.

### 17.4 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non-déclaration d'un sous-traitant dans les délais prescrits	Forfaitaire	100,00 €	
Manquement aux obligations d'entretien ou de propreté du site ou du matériel	Forfaitaire	100,00 €	
Non-respect des règles en vigueur en matière de sécurité	Forfaitaire	100,00 €	
Retard aux réunions de chantier	Forfaitaire	100,00 €	
Non-respect des règles de gestion des déchets <ul style="list-style-type: none"><li>- <i>Dépôt sauvage ou enfouissement de déchets</i></li><li>- <i>Présence de déchets dans une benne non appropriée</i></li><li>- <i>Dépôt des déchets dans les bennes des hôpitaux de Saint-Maurice</i></li></ul>	Forfaitaire	150,00 € / type	

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Retard dans l'évacuation de gravois hors du chantier</li> <li>- Non remise des bordereaux de suivi des déchets (mise en décharge spécialisée)</li> </ul>			
Dépassement du délai d'intervention sur site détaillé au sein du planning d'exécution	Forfaitaire	15,00 € par heure de retard	
Dépassement du délai de transmission du rapport d'intervention sur site	Forfaitaire	50,00 € par jour de retard	
Dépassement du délai de changement des équipements fournis dans le cadre du marché	Forfaitaire	25,00 € par heure de retard	

## 18 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux (dérogation au délai), tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

## 19 - Résiliation du contrat

### 19.1 - Conditions de résiliation

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 54 du CCAG travaux et aux articles 47 à 54 du CCAG TIC. Toutefois, par dérogation à l'article n°50.4 du CCAG travaux et à l'article 51 du CCAG TIC, en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par l'acheteur public, le titulaire ne percevra aucune indemnisation de quelque nature que ce soit.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

L'acheteur public se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### 19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.



En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 20 – Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

## 21 – Continuité des travaux

En cas d'arrêt de travail pour fait de grève des salariés de l'entreprise, le titulaire du marché devra exécuter intégralement les prestations prévues au marché, que la grève soit ou non précédée d'un préavis. En tout état de cause, l'établissement devra être informé sans délai de la situation.

En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter intégralement les travaux dues au titre du marché, l'établissement pourra y pourvoir par tous les moyens qu'il jugera utiles, aux frais, risques et périls de l'entreprise titulaire. Ces mesures seront limitées à la durée de cet empêchement.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'administration par tous moyens de droit, leur montant pouvant être retenu sur les facturations mensuelles restant dues.

## 22 – Stipulations relatives à l'application des conditions générales de vente du titulaire

Les conditions générales de vente du titulaire ne sont pas applicables au marché.

## 23 - Utilisation du nom et logo des Hôpitaux Paris-Est Val-de-Marne

Le nom et le logo des HPEVM demeurent leur propriété exclusive.



Toutefois, le Titulaire du marché pourra être autorisé à les utiliser dans le cadre d'actions de communication SOUS RESERVE d'obtenir l'autorisation expresse de l'Etablissement. Les HPEVM se réservent le droit de demander au Titulaire de modifier le contenu du support de communication concerné.

## 24 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Melun est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 25 - Dérogations

- L'article 4.2 du CCAP déroge à l'article 18.1.1 du CCAG - Travaux
- L'article 8.1 du CCAP déroge al.4 de l'article 12.4.2 du CCAG - Travaux
- L'article 15 du CCAP déroge à l'article 8.1.3 du CCAG - Travaux
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 50.4 du CCAG – Travaux
- L'article 9 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG travaux
- L'article 9 du CCAP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG travaux
- L'article 9 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG TIC
- L'article 9 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG TIC
- L'article 9.1 du CCAP déroge à l'article 19 du CCAG travaux
- L'article 9.2 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG TIC
- L'article 9.3 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG TIC
- L'article 9.4 du CCAP déroge à l'article 19 du CCAG travaux
- L'article 9.4 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG TIC
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 50.4 du CCAG travaux
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 51 du CCAG TIC